

François Hollande et la réforme du travail



Par Guillermo Alvarado

Le président François Hollande, s'obstine à mettre en pratique une polémique réforme du travail qui en finit avec nombreux droits des travailleurs et qui est à l'origine de grandes manifestations de protestation, comme on n'en voyait pas depuis longtemps en France, justement en cette année où les partis politiques affinent leurs candidatures en vue des élections générales de 2017.

Le président a éludé le débat parlementaire sur le projet, conscient que nombreux des membres de son parti, le centre droite Parti Socialiste, s'opposent à la loi qui a soulevé l'indignation de syndicats et d'autres organisations.

Et pour cause. La dite réforme octroie aux patrons le droit de rallonger ou de réduire la journée de travail en fonction de leurs besoins, de baisser le prix des heures supplémentaires, de renvoyer leurs ouvriers et de leur payer une indemnisation au dessous du montant établi, bref, de violer de façon flagrante les conventions collectives.

Les marches constantes, les grèves et d'autres modalités de protestation, ainsi que l'obstination du chef de l'état qui ne veut pas faire marche arrière et la répression violente de la police ont été à l'origine de l'union de plusieurs groupes autour d'un front inédit, qui met du sel à la campagne en vue des élections de l'année prochaine.

Les opposants à la loi travail ont lancé un appel à renforcer les manifestations durant les prochains jours et à mettre en place ce qu'ils appellent « le vote citoyen » pour forcer l'exécutif à changer d'avis.

Les protestations se concentrent surtout dans le secteur de l'énergie et du pétrole. Le blocage d'installations, la baisse de la production de plusieurs centrales nucléaires, le risque de désapprovisionnement en combustible dans les deux principaux aéroports de Paris, Orly et Charles de Gaulle, sont quelques unes des formes que prennent les protestations.

D'autres secteurs pourraient rejoindre la grève à partir de la semaine prochaine, tels que le transport. Dans plusieurs branches, des grèves indéfinies sont convoquées.

Entre temps, la côte de popularité du président Hollande tombe en chute libre, ce qui préoccupe plusieurs de ses coreligionnaires, car la possibilité existe qu'il soit exclu de la candidature, ce qui ne lui permettrait pas de se présenter à la réélection.

Il ne faut pas oublier que si Hollande s'est imposé aux élections de 2012, c'est surtout parce que les électeurs ont voté contre son rival, Nicolás Sarkozy qui occupait alors la présidence.

La population française l'accuse de mener dans la pratique des programmes néolibéraux que la droite, n'a jamais osé appliquer et il porte atteinte aux droits du travail conquis après des décennies de lutte.

Et justement alors que la campagne électorale commence, François Hollande persiste sur ses changements, qui ne favoriseront que les patrons aux dépens des travailleurs. Quelqu'un devrait lui dire qu'il y a un dicton espagnol qui dit littéralement : Pour celui qui meurt de son gré, la mort a une sauveur à gloire”.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/95228-francois-hollande-et-la-reforme-du-travail>



Radio Habana Cuba